



ÉDITORIAL

Chères et chers sociétaires,

Au cours de son histoire maintenant plus que centenaire, le *Bulletin de la Société préhistorique française* s'est toujours positionné dans l'optique d'une diffusion la plus large possible de la recherche archéologique, notamment quant à ses sources. Il a donc évolué en fonction de cet impératif et de la transformation du statut des acteurs de cette recherche, désormais majoritairement rattachés à divers instituts de recherches publics ainsi qu'aux universités.

Les revues comme la nôtre subissent depuis longtemps l'ardente concurrence des éditeurs scientifiques commerciaux. Financés en grande partie par les organismes publics (qui payent des droits d'accès et des droits à publier pour le moins onéreux) et alimentés par nos recherches et celles de nos collègues du monde entier (puisque ces recherches abondent les pages de ces revues et en constituent donc la substantifique moelle), ces éditeurs et ces revues ont bâti leur réputation sur le fameux facteur d'impact. Ce classement – puisque c'est bien de cela dont il s'agit – a pendant longtemps été considéré comme l'alpha et l'oméga de la qualité d'une revue, alors même qu'il se limite à mesurer le nombre de citations, lui-même résultant de multiples facteurs comme la taille de la communauté scientifique concernée, la diffusion du périodique, la largeur du champ thématique concerné, l'objet de la publication (données ou synthèse, par exemple) et, accessoirement, l'intérêt et la qualité de l'article¹. Il fut un temps, pas encore totalement révolu, où la publication dans ces revues à facteur d'impact constituait un passage obligatoire pour prétendre à un poste. Dans certains pays voisins et pour l'Europe, elles conditionnent – au moins partiellement – l'accès à des financements à travers les appels à projets. En France, ces injonctions ont perdu de leur force ces dernières années, au moins pour nos disciplines. S'il n'y a pas de relation de cause à effet, la politique dite de « science ouverte »² a favorisé un changement de paradigme : la diffusion libre et gratuite des savoirs scientifiques commence à prendre le pas sur ces discutables critères de classement.

Mais il ne faut pas oublier que nos revues, à but non lucratif, ont jadis été incitées à tout mettre en œuvre pour concurrencer les éditeurs commerciaux en obtenant le précieux sésame. Combien de périodiques portés par des associations se sont-ils mobilisés sur cet enjeu, allant parfois même jusqu'à se déplacer aux États-Unis pour plaider leur cause ? Aussi, quelle n'a pas été notre surprise d'apprendre qu'une revue amie, *Géomorphologie : relief, processus, environnement*, éditée par une structure associative sans doute assez similaire à la nôtre (Groupe français de géomorphologie) venait de perdre le soutien financier du CNRS dont elle bénéficiait, et ce parce qu'elle possédait désormais un

1. Voir par exemple ARCHAMBAULT E., LARIVIÈRE V. (2009) – History of the journal impact factor: Contingencies and consequences, *Scientometrics*, 79, p. 635-449 ou SIMONS K. (2008) – The Misused Impact Factor, *Science*, 322, 5899, p. 165 : <https://ost.openum.ca/files/sites/132/2017/06/11-arch2036.pdf>
2. <https://www.ouvrirlascience.fr/accueil/>

facteur d'impact³, vu aujourd'hui, par les mêmes instances qui le plébiscitait hier, comme la marque d'un système à combattre. Nous ne pouvons qu'être interpellés par ce que l'on peut qualifier d'injonction contradictoire de la part du plus grand organisme français de recherche fondamentale qui, au-delà de l'aspect strictement financier, semble sanctionner moralement une revue qui a simplement répondu à une injonction formulée il y a plusieurs années. Ainsi, dans leur croisade légitime contre les grands éditeurs privés et leur impact néfaste sur le financement de la recherche, les pouvoirs publics semblent ici se tromper de cible.

Nos périodiques tentent, avec les moyens humains et financiers dont ils disposent, de maintenir du mieux qu'ils le peuvent des supports éditoriaux où la qualité des recherches présentées prévaut sur tout autre critère. On peut s'enorgueillir que ces revues soient lues et diffusées dans de nombreux pays. C'est le cas du *Bulletin de la SPF*. Si l'on se penche sur les statistiques flatteuses que la plateforme JSTOR⁴ nous communique, on constate que des articles publiés il y a quelques décennies sont toujours abondamment lus et téléchargés. Nos soutiens et nos financeurs devraient s'en féliciter : ils soutiennent de la science à longue durée de vie, bien loin de l'obsolescence programmée de certains contenus parfois publiés dans des revues plus « en vue ». C'est aussi l'une des spécificités de l'archéologie qui, par essence, est une science cumulative où les données nouvelles ne se substituent pas à celles plus anciennes. Au contraire, elles s'y ajoutent, les enrichissent sans toutefois se priver de les revisiter, voire parfois de les invalider à la lumière du progrès des connaissances.

En outre, les animations scientifiques portées par des associations comme la nôtre donnent une réelle valeur ajoutée à leur activité éditrice, valeur ajoutée que quelques éditeurs privés, enfin conscients de cette nécessité, peinent à mettre en place. L'année 2024 en offrira une nouvelle illustration avec l'organisation de trois Séances : « Démarches participatives pour la recherche et la valorisation du patrimoine archéologique » (14 et 15 mars 2024) ; « Le corps de mon ennemi : conflits armés dans les sociétés sans richesse » (23 et 24 avril 2024) et la 15^e rencontre internationale du *Worked Bone Research Group* (13-17 mai 2024)⁵. Elles feront sans doute l'objet de publications en ligne et en accès gratuit, comme toutes nos Séances.

Profitons-en pour vous signaler que quelques places sont encore disponibles pour venir assister à la table ronde que nous organisons le 26 janvier prochain à l'occasion de l'assemblée générale de notre association, sous le titre « Entre déterminisme et choix de société : éclairages pré- et protohistoriques ». Vous trouverez, en fin de volume, le programme ainsi que le lien pour vous inscrire à ce qui s'annonce comme une belle rencontre scientifique.

Ce dernier bulletin de l'année – très axé sur la Préhistoire ancienne – est aussi l'occasion de rendre hommage à notre collègue Dominique Henry-Gambier disparue l'an dernier. Nous remercions le comité de rédaction de nos amis de la revue *PALEO* ainsi que les auteurs de ce texte d'avoir accepté de partager cet hommage publié dans leurs colonnes⁶.

Le Bureau de la Société préhistorique française

-
3. DECAULNE A., MERCIER D., SUANEZ S., VIEL V. (2023) – Dissonance du CNRS sur le soutien à l'édition scientifique périodique : triste nouvelle pour les revues associatives, *Géomorphologie : relief, processus, environnement* [en ligne], 1 | 2023, mis en ligne le 9 octobre 2023 : <https://journals.openedition.org/geomorphologie/17649>.
 4. JSTOR est une plateforme en ligne de publications universitaires et scientifiques et une bibliothèque numérique payante gérée par une société américaine à but non lucratif. JSTOR reverse annuellement une subvention à la SPF. Celle-ci permet de soutenir nos projets de publications (*Bulletin*, Séances, Mémoires).
 5. Vous retrouverez dans la troisième partie de ce bulletin les annonces détaillées ainsi que le programme de la première Séance de l'année.
 6. Dominique Henry-Gambier, paléoanthropologue, *PALEO*, 32, 2022, p. 9-14.